



Vivre avec la Russie

Dominique David

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2017/1 Printemps**, PAGES 61 À 70
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365676458

DOI 10.3917/pe.171.0061

Date de mise en ligne : 13/03/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-1-page-61?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Vivre avec la Russie

Par **Dominique David**

Dominique David est conseiller du président de l'Ifri.

La Russie puise en partie sa force dans les erreurs et les illusions de l'Occident de l'après guerre froide. Sa force, bruyante, est largement en trompe-l'œil, économiquement et militairement. Ni leader ni modèle, la Russie a besoin des nations occidentales. Et ces dernières ne peuvent négliger le poids de Moscou dans des zones stratégiques du monde. Il faut considérer la Russie comme une puissance nécessaire dans un monde de la puissance en pleine recomposition.

politique étrangère

Le Grand Méchant Loup est de retour. Et il est russe. Ce qui inquiète (nous aurions à nouveau un ennemi à notre mesure), ou rassure (finalement, l'ennemi est toujours le même). La montée déraisonnable des énervements « pro » et « anti », rend désormais difficile l'évaluation rationnelle du problème stratégique posé par la Russie – tout acteur international, et tout lourd acteur, posant par définition un problème stratégique... L'irrationalité des échanges actuels ne vient-elle pas d'abord de ce que les discours sur la Russie nous renvoient à nous-mêmes (c'est difficilement supportable), à nos errances et à nos fautes ? D'où une incapacité largement partagée à mesurer objectivement ce qui fait la force et la faiblesse de la puissance russe, aujourd'hui. D'où, aussi, la difficulté à adopter vis-à-vis de Moscou des stratégies laissant de côté les crispations idéologiques, et faisant sa part à l'intérêt de chacun.

Russie, méchant miroir

Vaincue de la guerre froide, la Russie est le premier témoin – la première victime ? – de l'emballement qui soude l'Occident autour d'une bonne conscience démocratique dominatrice et ravageuse¹. Les années 1990 sont

1. Sur ces thématiques, voir H. Védrine, *L'Avenir de la géopolitique*, Les Carnets des dialogues du matin, Institut Diderot, 2016, et « La tragédie d'Alep symbolise l'effondrement des politiques occidentales guidées par la morale et l'éthique », entretien au *Monde*, 16 janvier 2017.

pour Moscou celles d'une *reductio capitis* brutale, qui s'accompagne d'une humiliation que travestit mal un alignement sans question sur l'Ouest, en tous domaines, culturel, économique, diplomatique. La bonne conscience occidentale, elle, ne se satisfait pas d'avoir amené l'ennemi à penser droit ; elle se traduit concrètement en choix de politique étrangère.

Conscience auto-proclamée du monde, le nouvel Occident qui se voit comme « communauté internationale » pousse son avantage. On dira qu'il est naturel de profiter des circonstances – certes, mais il vaut mieux imaginer les conséquences de ses manœuvres. L'action dans les Balkans, l'élargissement militaire de l'OTAN, la guerre contre la Serbie, la dénonciation unilatérale par Washington du traité ABM², la guerre américaine contre l'Irak, le renversement de Khadafi, le déploiement en Europe de systèmes antimissiles, et même la poussée à l'Est d'une Union européenne peu soucieuse de ses conséquences politiques³ – pour ne citer que ces exemples – témoignent pour Moscou non seulement de sa marginalité objective, mais de la volonté concrète des Occidentaux, et surtout des États-Unis, de la traiter comme *res nullius*. Alors même que, passée l'ère de la diplomatie « romantique » de Kozyrev, Poutine croyait avoir multiplié les signes de bonne volonté vers l'Ouest : déclarations et facilités accordées après le 11 Septembre, ouverture vers l'Union européenne, propositions Medvedev, jusqu'au vote au Conseil de sécurité sur la Libye...

Il y a, bien sûr, une paranoïa russe ; mais les paranoïaques connaissent aussi leurs adversaires. Témoin premier d'une arrogance occidentale qui vêt une vision stratégique en morale, et des interventions extérieures en légitimes opérations de police, Moscou assiste bientôt à sa déconfiture. Une déconfiture qu'elle ne provoque pas : la « désoccidentalisation du monde » naît du gouffre vite évident entre les objectifs proclamés – le remplacement d'une société des stratégies par une communauté internationale des valeurs, l'alignement universel sur les principes formels de la démocratie, la force maniée au seul service du droit et de la morale... –, et la réalité. Les échecs, relatifs ou absolus, des grandes manœuvres occidentales sont clairs : incapacité à légitimer des institutions internationales symbolisant le « nouvel âge », usure des interventions dans les Balkans, catastrophes irakienne et libyenne, déroute afghane... Et ils renvoient le monde à sa réalité : il n'est régulé ni par une bipolarité oubliée, ni par une dominance américaine qui n'a dansé qu'une décennie, ni par une morale

2. Le traité ABM, ou *Anti-Balistic Missile*, qui prohibait les défenses antimissiles, a été signé à Moscou en 1972. En 2002 les États-Unis s'en sont officiellement retirés.

3. M. Foucher, « Le retour des frontières », Entretien d'Europe n° 92, Fondation Robert Schuman, 18 juillet 2016, disponible sur : <www.robert-schuman.eu>.

commune. Un monde qui en revient – chagrin ou enthousiaste, c’est selon – aux valeurs sûres : les affirmations, les comparaisons de puissance.

Simplement, les puissances ont changé. Le temps n’est plus à la classique hiérarchie des grands, des puissances intégrales. Dans un monde dérégulé, beaucoup entendent saisir leur chance ; et nombre de cartes peuvent avoir leur efficacité propre. C’est ce contexte qui fait renaître la Russie. La revue à la baisse d’une puissance américaine qui la regarde de haut depuis 20 ans, les balbutiements d’une Union européenne moins crédible que jamais comme acteur international « sérieux » – qui affirmerait des intérêts propres, usant de ses forces pour les défendre –, l’émergence de nouveaux pôles de puissance économique, tous ces éléments dessinent un monde où la force convalescente de Moscou trouve à s’affirmer.

Si l’avenir est, au moins provisoirement, aux puissances de niche, jouant leurs cartes dans tous les espaces incontrôlables du système international, la Russie correspond évidemment à cette définition. Ces cartes, il faut les jouer maintenant, qui peut imaginer la recomposition future du monde ? La Russie incarne ce que nous découvrons trop tard en Occident, aveuglés que nous avons été par les souvenirs glorieux et les idéologies du temps : un système de puissance diffuse, qui n’est plus ordonné par la puissance verticale, et s’organise autour d’une myriade de puissances limitées : Chine, Inde, Japon, plus près de nous Iran, Turquie, Arabie Saoudite... La Russie se rêve simplement l’une des premières, sinon la première de ces nouvelles puissances, puissances de « créneaux » qu’elles ont les moyens de tenir.

Une Russie dans l’air du temps

Cette Russie, qui se retrouve objectivement dans l’air du temps, y plonge subjectivement aussi, relayant, dans sa vision explicite du monde, quelques-unes des obsessions dominantes⁴. Elle est au premier rang de l’obsession anti-islamiste. Pour de bonnes et de mauvaises raisons, qui tiennent à son héritage (l’empire longuement gagné au Caucase, qui se traduit par la présence sur le territoire de la Fédération de 25 millions de musulmans), et à son présent (les dernières guerres du Nord-Caucase, le terrorisme dans plusieurs villes russes). Elle développe une idéologie d’État conservatrice, appuyée sur les valeurs religieuses les plus traditionnelles, et sur une critique des modernités sociétales européennes. Une idéologie d’affirmation d’autorité, de force, et de fermeture pour se préserver de l’autre. Nul n’ignore que ces tentations, sous d’autres formes,

4. On se reportera au remarquable essai de M. Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles, Actes Sud, 2015.

infusent aujourd'hui largement dans les pays dits occidentaux. Tout se passe comme si la Russie entreprenait de se reconstruire sur l'idéologie, contre l'invasion économiste des années 1990 (dites «a-idéologiques»), comme quelques sociétés occidentales lorgnent vers une clôture qui s'opposerait à l'ouverture mondialiste à tout-va. Pour une puissance comme la Russie enfin, empire et empire de la terre, la séduction du contrôle, de l'autorité et de la fermeture se traduit en options territoriales⁵. Mais cette option territoriale est aussi un témoignage de l'air du temps : l'Europe elle-même, fausse patrie sans frontières, en vient bien à s'interroger sur ses frontières, ses limites, ses clôtures.

D'une certaine manière, cette Russie encombrée de ses popes et de discours très régressifs par rapport à une certaine modernité soviétique, est au cœur de la mode. Elle a vu monter contre elle un Occident dominateur ; et le voit se défaire seul, empêtré dans ses contradictions et des impuissances qu'il affectait de mépriser. Dans l'air du temps, elle a décidé de jouer ses cartes. Nous n'y étions plus habitués.

Les faiblesses d'une force

Ses forces, ses cartes, quelles sont-elles, sur quoi les discours de peur occidentaux s'appuient-ils ?

Moscou n'est pas seule, isolée, contrairement à ce qu'on prétendit ici ou là pendant la crise ukrainienne. Elle ne fédère rien de précis, mais représente assez bien, y compris à l'ONU, un certain camp du refus : le refus de l'Occident, camp évolutif, mal délimité, pourtant bien vivant. Une fois encore, elle est dans l'air du temps – à la fois temps mondial et temps occidental. Et isolée, elle pourrait l'être encore moins demain, bon an mal an alignée sur le cynisme de l'Amérique trumpienne.

Son absence même de grande stratégie explicite – l'affirmation d'une force ne suffit pas à faire une stratégie – correspond au monde de puissances de niche, de puissances d'opportunité, qui est le nôtre. À court et moyen termes, la succession des tactiques – qui forme le fond de l'attitude de Poutine depuis 2008 –, l'enchaînement des prises ponctuelles, correspond à l'ambiance du moment : profiter du brouillard, jouer dans les coins où l'adversaire ne peut vous atteindre, sous la ligne du réel

5. On trouvera d'intéressantes remarques sur la manière dont la Russie conçoit historiquement son espace géographique et mental dans : P. Marchand : « Géographie politique générale de la Russie – Un espace civilisationnel, in A. Pinot et C. Réveillard (dir.), *Russie d'aujourd'hui – Perceptions croisées*, Paris, Éditions SPM, 2016.

danger. Dans une telle logique, c'est la faiblesse apparente qui est une force – théorie, peut-être, du judoka-président.

Les « forces classiques » de la Russie sont bien connues. Son immense territoire, ses richesses énergétiques de toutes sortes, son héritage et sa culture, la disproportion des forces entre elle-même et ses voisins proches, sa position de balancier potentiel entre Europe et Asie... Tous éléments incontestables, et souvent inversables.

Ses faiblesses actuelles sont plus claires, coupantes. Au niveau économique d'abord. Au début de ce siècle, le haut cours des matières premières a permis à Moscou d'abonder le niveau de vie de sa population – d'où la popularité du premier Poutine –, et d'entretenir une illusion : celle de l'enrichissement global du pays. L'accumulation monétaire ne s'est pourtant pas traduite par une modernisation économique pérenne. L'évasion financière, ou l'accaparement, priment toujours sur l'investissement ; les investisseurs étrangers sont détournés du pays par les incertitudes juridiques, et encore plus aujourd'hui par les sanctions occidentales ; le secteur productif patine ; et les infrastructures – même et surtout celles nécessaires à l'exploitation des ressources du pays – restent dans un état pitoyable. Les difficultés de l'économie russe ne sont pas nées des sanctions et contre-sanctions enchaînées depuis la crise ukrainienne⁶. Elles remontent à la fin de la décennie précédente, et n'ont pas été traitées, le leadership russe préférant (de manière suicidaire ?) investir dans l'adhésion politique de son peuple plutôt que dans la confiance générée par la prospérité économique. Jusqu'à quand cela sera-t-il possible ?

De la relative prospérité budgétaire du début du siècle naît un *come back* militaire dont on affecte ici ou là de s'effrayer. La victoire éclair de 2008 sur les armées géorgiennes, la « guerre hybride⁷ » mise en œuvre en Ukraine, la projection de forces en Syrie, le tout avec une remontée en puissance des potentiels nucléaires, signaleraient un impressionnant retour militaire de Moscou. Il est vrai que les budgets militaires russes ont connu de belles saisons, surtout comparés à ceux des années 1990, et que les forces armées russes montrent aujourd'hui des savoir-faire très éloignés des désespoirs de l'époque eltsinienne. Pour autant, la Russie est-elle de retour parmi les grandes puissances militaires ?

6. I. Joutchkova et V. Inozemtsev, « La logique non-économique de Vladimir Poutine », *Politique étrangère*, vol. 80, n° 2, 2015.

7. Pour une déconstruction de la notion de « guerre hybride », voir E. Tenenbaum, *Le Piège de la guerre hybride*, Focus stratégique n° 63, Ifri, octobre 2015.

Comment cela serait-il possible avec un budget militaire certes quelque peu supérieur à celui de la France⁸ (pour deux fois sa population et un territoire qui s'étend sur 9 fuseaux horaires), mais représentant un dixième de celui des États-Unis ? L'intervention en Géorgie ? Elle a simplement montré qu'une partie des troupes russes avait retrouvé une capacité limitée (et assez rapide) de projection de théâtre : une capacité essentielle pour toute stratégie défensive d'un pays qui ne peut couvrir en permanence des milliers de kilomètres de frontières. La « guerre hybride » en Ukraine ? Elle n'est que l'écho des capacités de « guerre spéciale » cultivées depuis beau temps par les Soviétiques, et mises en œuvre, une fois encore, sur un théâtre rapproché. Qu'en déduire sur une guerre classique, de

Une efficacité militaire limitée

haut niveau, que les Russes seraient supposés mener contre un ennemi étatique, voire contre une puissante alliance ? La projection en Syrie ? Elle démontre pour l'essentiel des capacités de déploiement et de bombardement plutôt classiques, même si le tir de 28 missiles à partir de la Caspienne a servi de démonstrateur technologique. Les munitions modernes, précises, coûtent cher, et elles n'ont été que très peu utilisées dans la campagne aérienne russe. Le renforcement nucléaire ? Il est réel, mais il exprime sans doute, plutôt qu'une nouvelle agressivité (ce sont, sauf erreur, les Américains qui ont interrompu les négociations de désarmement nucléaire), la conscience russe de ne pouvoir jouer dans le domaine classique à parité avec les autres – et surtout les États-Unis et l'OTAN.

Incapables d'un *build up* général dans le domaine militaire, les Russes ont choisi leurs créneaux : renforcement des capacités de projection de théâtre pour couvrir leurs frontières et leurs alentours, segments technologiques, démonstrateurs au service de leurs exportations d'armements. Cela leur donne « un savoir-faire expéditif et limité », mais ne définit pas une capacité nouvelle globale de faire la guerre⁹.

C'est pourtant bien suffisant pour générer chez leurs voisins une crainte qu'il n'est pas difficile de comprendre – voisins hors OTAN, ou membres de l'OTAN les plus à l'est¹⁰. Cette peur, Moscou aurait tort de la prendre pour une force. À court terme, elle peut favoriser quelques silences ; au-delà, elle entretient un ressentiment qui ne renforce pas vraiment sa posture géopolitique. L'idée de *Novorossyia*, agitée par Vladimir Poutine

8. Selon les appréciations convergentes des rapports annuels de *Jane's*, de l'IISS et du SIPRI, pour 2016 et 2017.

9. I. Facon, « Que vaut l'armée russe ? », *Politique étrangère*, vol. 81, n° 1, 2016.

10. Sur les rapports entre la Russie et son voisinage, voir P. Baev, « La Russie et l'Europe centrale et orientale : entre confrontations et connivences », *Russie.Nei.Visions* n° 97, Ifri, novembre 2016.

durant la crise ukrainienne, en a effrayé plus d'un, véhiculant l'image d'un nouvel impérialisme régional.

Le discours de puissance de la Russie ne devrait guère avoir qu'une efficacité contingente et régionale. La volonté d'être respectée, de paraître dans un dialogue à parité avec Washington – seul relief de la gloire soviétique – est bien là, mais appuyé de peu de moyens : ni capacité militaire globale, ni capacité économique à l'échelle des problèmes du monde (est-ce Moscou qui relèvera économiquement l'Irak et la Syrie ?) La volonté de paraître ne constitue pas une stratégie, non plus que l'accumulation de tactiques de nuisance, d'empêchement, en réponse aux manœuvres des autres. Ce sont surtout, et d'abord au Proche-Orient, les accumulations d'erreurs occidentales qui ont ouvert le champ militaire et diplomatique russe. Moscou n'a guère la capacité d'entraînement qui signe la puissance : bien que nullement isolée, la Russie n'est ni leader ni modèle.

Les moyens de *soft power* cultivés depuis quelques années – télévisions, agences de presse, réseaux sociaux... – ne sont spectaculaires que parce qu'ils nous surprennent. Qui eût imaginé voici quelques années que la Russie pourrait revendiquer et raconter sa puissance – à l'instar, hier, de *Voice of America* et *Radio Free Europe* ? Qu'elle aurait un discours idéologique constitué qui oserait s'éloigner du nôtre ? La paranoïa qui saisit l'Amérique sur les offensives « cyber » de Moscou fait écho à cette même surprise : tout le mal devient russe, tout ce qui échappe est russe. Les plus anciens se souviendront peut-être de la vogue du début des années 1980, qui dénonçait (recherches, rapports, articles, romans innombrables à l'appui) une désinformation (*desinformatzia*) soviétique omniprésente, sa puissance, son rouleau compresseur : on sait ce qu'il en fut quelques années plus tard.

Quant aux liens entretenus par le régime russe avec les tendances les plus à droite des sociétés politiques occidentales, ils relèvent d'un héritage classique (les leaders soviétiques ont souvent préféré la prévisibilité de la droite à l'ombrageuse idéologie de la gauche), d'une déception mêlée de mépris à l'encontre de l'UE, et d'une obsession pour le dialogue singulier avec Washington qui, ensemble, poussent vers les plus europhobes. Ces liens peuvent sans doute être vus comme conjoncturels, réversibles, et ils pourraient, dans les futurs rapports avec les pays occidentaux, s'avérer une faiblesse de plus de Moscou : la vue basse n'a jamais aidé aux bons choix.

Le bilan est donc mitigé. Ce qui nous fait peur, bien plus que les forces réelles de la Russie, c'est une colère d'autant plus bruyante qu'elle est « petit-bras », son culte exhibé de la force, son appel à lutter contre ce

qu'elle dit être notre propre décadence, son imprévisibilité liée à l'alignement des tactiques opportunistes...

L'intérêt russe et notre intérêt

La puissance russe se ressemble : limitée, erratique, brutale, nécessaire. Le monde d'aujourd'hui est à la fois relativement plat (il n'est plus « bouclé » par une hiérarchie reconnue des puissances), et effervescent. La Russie est une des puissances qui expriment cette effervescence, massivement.

Par son ordre ou son désordre, elle pèse très lourd en Europe – la Russie utile est d'Europe, en dépit des récurrents fantasmes eurasistes. Elle est déterminante au Nord, dans un Arctique qui sera sans doute demain espace de compétition internationale majeur. Elle pèse en Asie centrale, à la lisière des prometteuses déstabilisations de l'Afghanistan ou du Pakistan. Même si l'idée d'un couple russo-chinois est mythique (aucun des deux acteurs n'en voulant vraiment), elle peut avoir un jeu de balance avec la Chine, dans un grand espace devenu central avec l'émergence de la puissance chinoise et le « pivot » américain. Et sa présence au Moyen-Orient ne relève pas du caprice, mais d'un long héritage historique¹¹. Où que l'on se tourne donc, la Russie est un élément du paysage, moins lourd certes que du temps de l'URSS, mais souvent déterminant. Le nier, marginaliser volontairement la puissance russe, c'est la « refouler » au double sens du terme, géopolitique et psychanalytique, avec un danger lui aussi double : les refoulements reviennent pour éclater dans des géopolitiques de plus en plus dangereuses.

La marginalisation des acteurs qui gênent n'a jamais obtenu les résultats escomptés. Le but d'une stratégie pacifique, c'est toujours l'inclusion – sauf pour ceux qui menacent de casser radicalement le système, ce qui n'est pas le cas de Moscou qui veut seulement s'asseoir à la table, et le réclame impoliment certes mais très clairement. Cette ré-inclusion peut se négocier sur quatre fronts, du plus urgent au plus large.

Négocier, d'abord, sur l'Ukraine – et avec l'Ukraine. C'est évidemment possible (en témoignent les accords de Minsk), à partir du moment où sont privilégiés, au-delà des blocages idéologiques, les intérêts communs : le maintien de l'abcès du Donbass à un niveau d'infection maîtrisable (avec en vue une solution constitutionnelle), la reconstruction de l'Ukraine politique et économique, l'élaboration de son statut comme pont entre le pôle russe et le pôle occidental en Europe. À terme, et autour d'une telle négociation,

11. I. Delanoë, *Russie – Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, Paris-Moscou, L'Inventaire-L'Observatoire franco-russe, 2016.

la levée progressive des sanctions frappant la Russie est inévitable – ce qui laisse au demeurant intactes les raisons internes de la crise économique russe.

Négociateur sur le Levant : là, la Russie est déjà à la table, mais elle ne peut pas grand chose avec ses seuls alliés d'aujourd'hui, Téhéran et Ankara. Toute honte bue pour leurs erreurs passées, les Occidentaux savent que la région ne peut se stabiliser sans eux – même à un niveau de violence élevé, hélas inévitable pour un temps. La co-production de la paix, y compris bien sûr dans la lutte contre le terrorisme, est donc ici inévitable. La négociation sur le Levant pourrait constituer la matrice de nouvelles relations diplomatiques entre les puissances occidentales et Moscou. Les Russes ont bien joué les quelques cartes qu'ils avaient en main, mais elles sont jouées, et ils ont besoin de relais. Nous, nous avons besoin d'apurer l'héritage de nos erreurs : les errances diplomatiques se paient cash.

Négociateur sur l'ordre de sécurité européen. On peut certes protester que c'est Moscou qui a bousculé l'ordre admirable instauré en Europe depuis 1990. Mais on sait bien que cet « ordre », vu par Moscou comme l'aggravation continue d'un rapport de forces défavorable, et par l'Ouest comme une « dynamique démocratique », n'en est pas un, c'est-à-dire qu'il n'a pas la stabilité minimale de ce qu'est censé être un ordre. L'extension de l'OTAN, la non-application voire la dénonciation des traités de désarmement, la modification unilatérale des frontières, dénoncent en réalité un désordre qui n'a jamais été pris de face. Oui, il faut tenter d'élaborer un nouveau code de conduite en Europe. Cela ne sera pas facile, entre les Russes qui raisonnent en termes de zone d'influence (mais sont-ils les seuls à le faire ?), les États-Unis tentés par l'éloignement, et des États de l'Est otanien criant à l'agression proche de Moscou. Si nous considérons Moscou comme un acteur rationnel (capable, donc, de distinguer un mouvement local d'une agression contre l'Alliance), si nous voyions ses provocations militaires (manœuvres frontalières, promenades de sous-marins, viols à épisodes des espaces aériens...) pour ce qu'elles sont – des roulements d'épaules –, nous pourrions peut-être nous rendre à la réalité stratégique : l'état de négociation est la situation la moins dangereuse en Europe¹².

Négociateur sur l'ordre de sécurité européen

Enfin, la Russie est – en tout cas se veut – une puissance globale, moins globale que d'autres mais globale tout de même. Rouvrir avec elle des négociations « globales », ne serait pas la contenter, mais organiser le monde. Par exemple sur les questions énergétiques (où l'Europe peut retrouver un rôle

12. Sur le dialogue OTAN/Russie on se reportera à la remarquable analyse de Dmitri Trenin : « Russie/OTAN : maîtriser la confrontation », *Politique étrangère*, vol. 81, n° 4, 2016.

central), ou sur les questions nucléaires. Dans un monde pour le moins instable, il est déraisonnable de se contenter du gel des négociations nucléaires entre les deux ex-super grands. Les négociations de désarmement nucléaire tassent les arsenaux existants, mais elles ont aussi pour fonction d'assurer la transparence, la reconnaissance de règles communes, de confirmer l'existence même d'une société nucléaire. Ces fonctions, dans un monde qui semble prendre à revers toutes les règles de coexistence, sont capitales. Et c'est avec Moscou qu'elles peuvent être à nouveau assumées.

Reste notre malaise vis-à-vis du régime russe. Notre bonne conscience missionnaire dût-elle s'en blesser, nous ne sommes pas comptables des dérives autoritaires de tous les régimes du monde – heureusement, ou nous devrions rompre avec beaucoup de nos «amis». Il nous faudra supporter quelque temps encore l'imperfection de ce monde : le rythme de l'histoire, ses à-coups, ses reculs ont peu à voir avec nos rêves. Encourager la démocratisation d'une société politique russe qui se ferme de plus en plus est légitime, nécessaire. Tout comme coexister avec un régime qui ne nous agrée pas.

Il faut se résigner. La Russie nous ennuie, à promener son miroir devant nos légèretés et nos illusions. Si elle nous fascine tant, c'est qu'elle exprime beaucoup de choses de nous-mêmes, en même temps qu'elle en diffère obstinément. Renouer avec le réalisme, c'est reconnaître que nombre des dérives que nous dénonçons chez elle rampent chez nous, et que l'évolution du monde rend nécessaire d'inclure Moscou dans des processus internationaux essentiels. Le Russie sait qu'elle a besoin de nous, de nos capitaux, de nos forums internationaux, de nos idées même si elle affecte de les mépriser. Il nous reste à reconnaître que nous avons besoin d'elle.

Il y a hélas peu de chance que la France dirige la manœuvre : Paris n'est aujourd'hui utile ni à Washington ni à Moscou. Au moins pourrait-il dessiner cette manœuvre, l'accompagner. Surtout au niveau européen. En priant pour que les Européens – dont la faiblesse fait aujourd'hui une grande part de la force de Moscou – s'avisent qu'ils ont une carte à jouer, au-delà des nationalismes qui relèvent la tête, au service de leurs nations.



Mots clés

Russie
Europe
États-Unis
Moyen-Orient